

Le très hon. M. Diefenbaker: ...«punis», point final.»

Je reviens encore sur le cas Profumo. Il n'a pas été chassé de la vie publique à cause de son activité en dehors du Parlement. Durant la dernière session, le Parlement n'a pas obtenu la vérité.

M. Mandziuk: Par le premier ministre pour commencer.

Le très hon. M. Diefenbaker: On pourra dire que j'ai exagéré, monsieur l'Orateur, mais j'ai des articles de journaux canadiens qui conviennent particulièrement bien, à ce moment-ci de l'année, pour le grand nettoyage de printemps. Voici ce que dit la *Tribune* de Winnipeg:

M. Pearson a eu la chance de paraître personnellement à l'écart des cafouillages, des accidents et même des décisions de travers de son gouvernement. Dans son cas, les principes traditionnels de la responsabilité ministérielle ne semblent pas s'appliquer automatiquement. Ses ministres, ses directeurs de cabinet et ses adjoints parlementaires peuvent être mêlés à des affaires presque incroyables, mais il y en a relativement peu qui semblent prêts à le blâmer personnellement.

Puis on ajoute:

Avec le temps, nous saurons si cette attitude manifeste autant de sottise que de bonté de cœur.

Il y a ensuite la *Free Press* de Winnipeg, qui n'est certes pas hostile au gouvernement. La *Tribune* de Winnipeg dont j'ai cité un extrait était datée du 30 mars. La *Free Press* de Winnipeg disait:

Des changements s'imposent au cabinet.

Un des éléments tragiques de la situation, c'est que la plupart des ministres de M. Pearson sont intègres, consciencieux et dévoués.

Elle ajoutait:

A cause de ces déficiences aux échelons supérieurs, tout le gouvernement donne l'impression d'être sujet aux accidents, incapable de prévoir ou de contourner les embûches qui jonchent la voie de toute administration. Et, pour comble, il s'est produit des exemples, aux paliers supérieurs, d'un manquement beaucoup plus grave, un manque d'honnêteté et d'intégrité.

Elle a dit ensuite:

Mais tant qu'il n'y aura pas à la tête du pays, d'une façon ou d'une autre, un cabinet plus puissant, capable de diriger le pays avec fermeté et vigueur et d'inspirer confiance à la nation tout entière, les chances d'aboutir à un meilleur Parlement et à une direction efficace des affaires de l'État semblent bien faibles.

Voilà ce qu'écrivait la *Free Press* de Winnipeg. Vous pouvez ne pas être d'accord avec elle, comme c'est souvent mon cas. Du moins, elle suit la ligne de conduite qui lui a gagné la reconnaissance de la nation au cours des années. Puis M. Charles Lynch, du service de nouvelles *Southam*, a écrit un article intitulé:

Un état de choses qui n'est pas beau à voir.

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

Il ne parle pas de la Chine. Il dit:

Après les événements qui se sont déroulés jeudi à la Chambre des communes, il semble évident qu'il faut en venir rapidement au fait et au prendre sur la question de la moralité au sein du gouvernement et que cela ne saurait attendre la fin de l'enquête Dorion.

Puis le *Daily Colonist* de Victoria abonde dans le même sens. La *Tribune* de Winnipeg dit, en parlant des explications qu'on a données sur les renseignements permettant de déterminer si, oui ou non, on avait offert un prétendu pot-de-vin, ce dont le ministre de la Justice (M. Favreau) a informé le premier ministre en septembre et ce que le premier ministre a oublié jusqu'au milieu de novembre:

Les explications de M. Pearson à la Chambre après la consignation du mémoire au compte rendu de l'enquête étaient insuffisantes.

Et l'*Examiner* de Peterborough:

Ainsi, après M. Favreau, M. Pearson a manqué de franchise. Nous ne voulons pas insinuer qu'un homme comme M. Pearson a trempé dans une tentative de corruption. Mais, encore une fois, le gouvernement libéral a fait preuve de mauvaise foi et les Canadiens trouveront cela déplorable.

Il ne s'agit pas de journaux conservateurs. Dans le *Star* de Montréal a été publié un article intitulé: «Quelle bourde!»

La mémoire défaillante du premier ministre, M. Pearson, dont il s'est excusé à la Chambre jeudi dernier, aura plusieurs résultats. Elle viendra corroborer l'opinion déjà très répandue que son gouvernement est un des plus malhabiles au point de vue politique dans l'histoire du Canada. Elle aura sur-le-champ l'avantage de rétablir partiellement la réputation du ministre de la Justice, M. Favreau.

Et puis l'article dit ceci:

Il faut laisser à d'autres le soin de nous dire pourquoi, lorsque cette crise a éclaté au Parlement, M. Pearson a donné suite à ses projets de s'en aller faire de la politique dans les provinces des Prairies.

Les extraits que je cite ne viennent pas de journaux conservateurs. Voici ce que disait le *Journal* d'Ottawa, le 18 décembre:

C'est à contre-cœur que son gouvernement permet à un juge de faire une enquête ouverte dans l'affaire Rivard.

Et il ajoute:

Ces obscures dérobades ne sont peut-être pas sinistres, mais elles le semblent; elles incitent le Canadien moyen à se demander ce qu'on cherche à dissimuler.

● (4.40 p.m.)

Le *Daily Star* de Toronto du 18 décembre était du même avis:

Il ne fait aucun doute que cette affaire, ajoutée aux révélations précédentes, a causé beaucoup de tort au gouvernement.

Monsieur l'Orateur, la question a quand même été omise du discours du trône, où elle aurait dû être soulignée. Quelles que soient nos convictions politiques, la Chambre, le